

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

L'indépendant

HEBDOMADAIRE ANALYSES N° 1566 DU JEUDI 31 AOÛT 2023 * 31ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



PUTSCH GABON

Portrait du nouvel homme fort du pays, le général Brice Oligui Nguema

P.5

Mondial 2026 P.12

La Guinée face à l'Ouganda pour lancer sa campagne

(Calendrier complet)

Manifestation prévue à Conakry pour les enseignants contractuels

Exigence du paiement des Salaires en arriérés...

P.2

PRESSE

L'Aguipel porte plainte contre X pour interruption des services sur internet de Guineematin.com

P.4

Conakry/Simbaya P.5



Trois enfants retrouvés morts au bord de la mer

Manifestation prévue à Conakry pour les enseignants contractuels

Exigence du paiement des Salaires en arriérés...



La Coordination nationale des enseignants contractuels de Guinée a annoncé une manifestation prévue pour le jeudi 31 août 2023 à Conakry. Cette action vise à réclamer le paiement de leurs arriérés de salaires et à exiger leur intégration inconditionnelle dans la

Fonction publique. Le coordinateur national, Alsény Mabinty Camara, a appelé tous les enseignants contractuels à se mobiliser massivement pour un sit-in prévu devant le Ministère de la Fonction publique à 11 heures.

La manifestation découle de deux principales revendications portées par les enseignants contractuels. Tout d'abord, ils exigent le paiement intégral de leurs arriérés de salaires, une préoccupation cruciale pour de nombreux enseignants qui ont attendu depuis longtemps leur rémunération. De plus, ils demandent à être intégrés à la Fonction publique sans aucune condition préalable.

Alsény Mabinty Camara, coordinateur national de cette mobilisation, a expliqué : « *Tout le combat que nous sommes en train de mener à présent, c'est pour deux objectifs : exiger le paiement intégral de nos arriérés de salaires mais aussi demander à l'État de nous intégrer sans condition. Donc, c'est dans ce cadre que nous appelons les enseignants contractuels à se mobiliser massivement pour participer à notre sit-in, prévu jeudi, à 11 heures, devant le Ministère de la Fonction publique.* »

Le gouvernement avait

récemment proposé d'organiser un concours décentralisé dans les préfectures pour le recrutement des enseignants contractuels. Une nouvelle réunion entre le gouvernement et les leaders du mouvement syndical guinéen est programmée pour jeudi au Ministère de la Fonction publique afin de discuter de cette proposition. Cependant, les enseignants contractuels rejettent fermement cette idée.

M. Camara a souligné : « *Même eux, ils ont proposé une solution locale, mais ils ne sont pas prêts à fixer la date pour l'organisation de ce concours-là. Pourquoi proposer quelque chose pour lequel ils ne sont même pas prêts ? Donc, ce que nous demandons, c'est notre intégration sans aucune condition à la Fonction publique.* » Il a également précisé que tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites, ils ne reprendront pas le chemin de l'école.

La manifestation de jeudi à Conakry devrait attirer l'attention sur les défis auxquels sont confrontés les enseignants contractuels en Guinée, mettant en lumière leur lutte pour des conditions de travail justes et stables dans le secteur de l'éducation.

Saliou Keita

PRESSE

L'Aguipel porte plainte contre X pour interruption des services sur internet de Guineematin.com



L'Association guinéenne de la presse en ligne (AGUIPEL) dirigée par Amadou Tam Camara, a décidé de prendre ses responsabilités quelques jours après le constat de perturbations du site Guineematin.com. Elle a décidé de porter plainte contre X

pour que ce site internet phare de la presse guinéenne soit de nouveau accessible dans le pays sans avoir besoin de passer par un VPN.

Les lecteurs de ce site internet n'arrivent plus à se connecter directement via une connexion normale depuis au moins 3 jours, ce qui les prive d'informations essentielles provenant notamment de l'intérieur du pays.

« Notre webmaster a bien indiqué que ce n'est à son niveau et que nous n'avons pas été piraté. Il est donc logique de nous tourner vers les autorités pour voir ce qui se passe exactement », a expliqué le fondateur de Guineematin.com.

En attendant la structure faitière dont est membre ce site internet a décidé de porter plainte.

Alpha Amadou Diallo

Conakry/Simbaya

Trois enfants retrouvés morts au bord de la mer

Les témoignages recueillis sur place ont révélé que les victimes se seraient rendues au marigot avec leurs amis après un match de football joué le samedi avec leurs camarades.

« C'est depuis le samedi dernier qu'on a perdu de vue 3 nos frères. Ils étaient d'abord partis sur le terrain pour jouer au ballon. De là-bas, ils sont descendus au bas-fond pour se laver. Depuis là, nous n'avons plus eu de leurs nouvelles. C'est aujourd'hui vers 09 heures qu'on a retrouvé le corps de mon petit frère Alya



Camara et les deux autres enfants », a confié le frère de l'une des victimes, Souleymane Sylla.

Les autorités locales et la Police Technique et Scientifique qui s'étaient rendues sur les lieux, attendaient le feu vert du procureur pour procéder à l'enterrement des trois enfants.

(Source : Médiaguinée)

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadio BAH

Collaborateur

Algassimou L DIALLO
Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+ 224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces
servicecommercial@lindependant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

Le Voile Levé

Mory Condé révèle les manœuvres cachées derrière la contestation des nouvelles nominations électorales

Dans le tumulte qui a suivi le décret émis par le Colonel Mamadi Doumbouya concernant la nomination des conseils de quartiers et de districts, le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé, a soulevé des interrogations sur les motivations cachées derrière les critiques enflammées. Selon lui, les acteurs politiques qui s'opposent à cette décision le font non pas par souci pour le bien public, mais plutôt pour préserver leurs intérêts personnels. Cette nouvelle méthode de nomination, explique-t-il, entravera leur capacité à exercer une influence directe sur les quartiers en vue de manipuler les processus électoraux.

« Tous les acteurs politiques s'engagent dans une lutte pour placer à la tête des conseils de quartiers et de districts des individus à leur solde, afin de manipuler les processus électoraux à leur avantage », a déclaré Mory Condé. Il a également révélé avoir testé l'idée d'inviter certains présidents de conseils de quartiers de Conakry à remettre des cartes d'électeurs non retirées à la Direction nationale des affaires politiques et de l'administration électorale. Selon ses observations, les cartes d'électeurs déposées par un président de conseil de quartier affilié à un parti politique correspondaient à 100% aux militants supposés adversaires de ce parti dans

la zone.

Le ministre Condé pointe du doigt les acteurs politiques qui se targuent d'expertise et qui prétendent que cette nouvelle décision entrave le progrès de la décentralisation. Selon lui, leurs arguments sont dénués de fondement et dissimulent en réalité une préoccupation bien différente. « L'acharnement sur le décret découle de leur désir de contrôler les quartiers et les districts à des fins électoralistes, leur permettant ainsi de bloquer les citoyens lors de manifestations selon leur propre agenda », a-t-il affirmé lors d'une déclaration le 28 août 2023, sur les ondes de l'émission « Mirador » de FIM

FM.

Cependant, le ministre reste catégorique quant à l'application du décret présidentiel de la transition. Il a annoncé que son ministère a déjà élaboré l'arrêté d'application pour mettre en œuvre cette décision du chef de l'État.

L'arrêté, a expliqué le ministre Condé, détaille les modalités pratiques de nomination des présidents de conseils de quartiers et de districts. Les quartiers et les districts sont subdivisés en secteurs et en hameaux, et ce sont les jeunes, les femmes et les sages qui sont chargés de désigner les membres des conseils. Les jeunes de chaque secteur désignent leurs représen-



tants, de même que les femmes et les sages. Ensuite, ces représentants se réunissent pour sélectionner les membres finaux des conseils de quartiers et de districts.

Le ministre a également expliqué le processus de sélection des présidents de conseils. Les candidats doivent recueillir les signatures des deux tiers des chefs de ménages de leur quartier ou secteur pour être éligibles.

Une commission préfectorale évalue ensuite les candidatures avant que les dossiers soient transmis au gouverneur pour une décision administrative finale. Cette intervention du gouverneur, en tant que représentant du chef de l'État au niveau régional, parachève le processus qui, en grande partie, s'effectue aux niveaux communal et préfectoral.

Abdou Chaolis Diallo

Controverses en Guinée

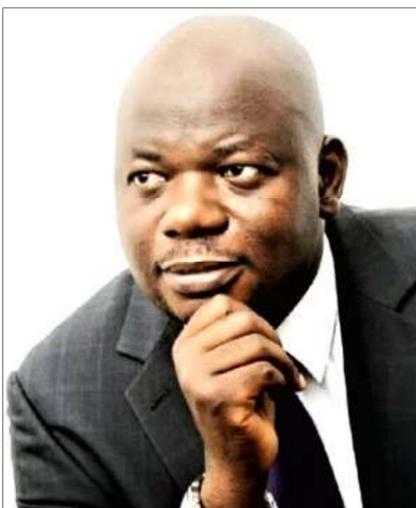
Le CNRD désapprouve les manifestations de rue des Forces vives et célèbre deux ans de transition

Dans une déclaration récente, un proche du Conseil National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD) a émis une mise en garde claire à l'adresse des Forces vives de Guinée (FVG). Ces dernières avaient annoncé leur intention d'organiser une marche pacifique le 5 septembre prochain pour protester contre ce qu'elles considèrent comme une gestion négligente de la transition par la junte en place.

L'annonce de cette manifestation, programmée pour coïncider avec le deuxième anniversaire de la prise de pouvoir par le CNRD, a sus-

cité des réactions variées au sein de la scène politique guinéenne. L'une des voix critiques face à cette démarche est celle de Bogola Haba, qui considère cette manifestation comme inopportune.

Alors que le CNRD se prépare à commémorer ses deux années de gouvernance, les Forces vives de Guinée continuent de mobiliser en vue de leur marche pacifique, qui vise à mettre en lumière ce qu'elles perçoivent comme une gestion



manquant de transparence au cours de cette période de transition.

Le coordinateur du Front

National pour la Défense de la Transition (FNDDT) s'est également exprimé après l'annonce de la protestation prévue. Il a remis en question la nécessité même d'une manifestation pacifique : « Nous nous opposons fermement à toute forme de manifestation dans les rues. Notre nation n'en a pas besoin à l'heure actuelle. Nous avons déjà exprimé nos opinions et montré notre engagement à travers des marches et des célébrations. À présent, il est temps de se remettre au travail, à l'instar de ce que le CNRD nous a montré depuis le 5 septembre 2021 », a déclaré

Keamou Bogola Haba.

En ce qui concerne la performance du Comité National pour le Rassemblement et le Développement durant ces deux dernières années, ce partisan de la junte a affirmé que le bilan était extrêmement positif.

Il est à noter qu'en dépit de l'interdiction des manifestations publiques sur les places en Guinée, un concert de soutien en l'honneur du CNRD est également annoncé pour le 5 septembre. Cet événement est prévu se tenir au Palais du Peuple de Conakry.

David Bonnadjèdjè

Les 2252 kilomètres
de routes du CNRD

Une transparence sous les feux des projecteurs selon l'UFR



Lors d'une récente apparition sur les ondes de la télévision nationale, le Premier ministre Bernard Goumou a fait état des avancées dans le domaine des infrastructures sous le régime de transition, déclarant fièrement la réalisation de 2252 kilomètres de routes au cours des deux dernières années. Cependant, cette annonce a suscité un vif débat au sein du parti politique dirigé par Sidya Touré, l'Union des forces républicaines (UFR).

La déclaration du Premier ministre n'a pas manqué de captiver l'attention du porte-parole de l'UFR, qui soulève des questions cruciales quant aux détails entourant ces réalisations routières. « Dans un pays où les allégations non fondées ne sont pas rares, il aurait été pertinent, en évoquant le chiffre de 2252 kilomètres de routes, que le Premier ministre prenne la peine de spécifier les endroits précis où ces kilomètres de routes sont situés », a déclaré Fodé Baldé, responsable de la communication au sein de l'UFR.

En tant que figure po-

litique engagée, Fodé Baldé exprime des préoccupations plus profondes quant à la transparence entourant l'attribution de ces contrats et l'exécution des projets routiers. « En tant qu'acteur politique, je ne peux m'empêcher de m'interroger sur les circonstances dans lesquelles ces contrats ont été accordés, sur la provenance des fonds qui ont financé ces projets, sur la manière dont les chantiers ont été menés à bien, et enfin sur la qualité du revêtement bitumineux utilisé pour ces routes », a souligné ce proche collaborateur de Sidya Touré.

Cette sortie de l'UFR met en lumière les enjeux essentiels de transparence et de responsabilité dans la mise en œuvre de projets d'infrastructures d'une telle envergure. Alors que les autorités de transition se targuent de ces réalisations routières, les interrogations soulevées par l'UFR soulignent l'importance de fournir des informations claires et vérifiables sur l'allocation des ressources, la sélection des entrepreneurs et la qualité des travaux réalisés.

Saliou Keita

Pour la Démocratie Africaine

L'appel urgent de Tierno Monémbo contre les coups d'État et l'ingérence étrangère

Le romancier guinéen Tierno Monémbo a signé une tribune dans les pages de l'hebdomadaire français *Le Point* où il estime que « tout doit être fait pour décourager les coups d'État en Afrique ». Faut-il aller jusqu'à une intervention armée de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ? Comment doit évoluer la relation des États africains avec la France ? Entretien avec Tierno Monémbo.

RFI : Tierno Monémbo, dans votre tribune, vous estimez que si les militaires réussissent leur coup à Niamey, c'en sera fini de la démocratie en Afrique. Pourquoi ?

Tierno Monémbo : Parce qu'il me semble que ce coup d'État est une espèce de provocation. On a déjà vu le coup d'État de Bamako, de Conakry, de Ouagadougou. J'ai l'impression que c'est une suite logique qui s'est produite à Niamey. Il y a une espèce de conspiration anti-démocratique qui est en train de se manifester sur l'ensemble de la région. Il faut y mettre un terme maintenant, sinon à mon avis, c'est toute la région qui risque de se retrouver sous la coupe des régimes kakis.

Selon vous, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est en droit et en devoir d'agir contre la junte au Niger. De quelle manière ? Est-ce que cela inclut une intervention armée ?

Dans mon esprit, oui. Pour moi, la négociation ne doit pas être éternelle. Il faut bien qu'elle aboutisse à quelque chose. Si la discussion, si les négociations, si les rencontres diplomatiques n'aboutissent pas rapidement à un retour à l'ordre constitutionnel et à un retour au pouvoir du président élu, le président Mohamed Bazoum, alors la solution armée reste la seule possible. Il faudra y aller !

Est-ce que cela n'est pas un pari très risqué ?

Il faut prendre des risques. Je pense qu'il faut risquer maintenant de sauver la démocratie africaine pour conjurer toutes les menaces que font peser les coups d'État militaires sur l'avenir de l'Afrique. Il faut prendre le risque maintenant.

Vous écrivez que le pouvoir militaire est synonyme de corruption et de répression. Comment interpréter les marques

de soutien aux putschistes à Niamey après des manifestations semblables au Mali, au Burkina Faso et en Guinée ?

Les manifestations populaires spontanées en Afrique, je n'y crois pas beaucoup. Je suis un Guinéen, j'ai longtemps vécu sous le régime de Sékou Touré. Je sais ce que manipulation politique veut dire. Il faut faire attention avec ça.

Que nous disent les appels au départ des troupes étrangères présentes au Niger ?

Ces troupes étrangères auraient dû quitter non seulement le Niger, mais toute l'Afrique depuis bien longtemps. On n'y a pas pensé, c'est maintenant qu'on y pense. Et pourquoi ? C'est ça le problème. Pour l'instant, la question préoccupante, c'est le retour à l'ordre constitutionnel, le retour du président Mohamed Bazoum à sa fonction légitime. Le reste, les questions de fonds, on les traitera par la suite lorsque le gouvernement légal, légitime sera revenu au pouvoir au Niger.

Comment expliquez-vous ce paradoxe : un sentiment de plus en plus répandu en Afrique de l'Ouest d'une attitude néocoloniale de la France, alors que concrètement l'influence de la France y est de plus en plus concurrencée par d'autres puissances étrangères ?

Bien sûr. C'est parce que, à mon avis, un certain nombre de discours, un certain nombre de gestes venus de la part des dirigeants français ont beaucoup exaspéré en Afrique : le discours de Dakar est là, le fait que Macron s'est déplacé à Ndjamen pour adouber le fils du dictateur Déby... Tout cela, ça frustre les Africains, tout ça



heurte la sensibilité africaine. Évidemment, il y a aussi un vieux ressentiment colonial qui parfois se manifeste, qui parfois est plutôt silencieux par rapport à l'ancienne puissance coloniale. Les relations entre la France et l'Afrique ne seront jamais un long fleuve tranquille. Cela est évident.

Comment selon vous peut-on sortir de cette impasse ?

En discutant. En parlant sincèrement. Il faut que la France apprenne à parler aux Africains. Je le disais un jour à un diplomate français : vous n'avez jamais tenu la parole qu'il faut aux générations africaines d'aujourd'hui. La France parle à l'Afrique comme si c'était encore l'Afrique du 19^e siècle, l'Afrique des vieux paysans des villages, superstitieux, fatalistes. Non. L'Afrique est moderne. Mentalement, au moins. On manque encore beaucoup d'usines. Mais la mentalité moderne est déjà chez nous, notre jeunesse est connectée, connectée avec le monde moderne. Elle connaît ses droits, elle est prête à les revendiquer et elle est prête à se battre pour les gagner. Il faut parler à cette jeunesse-là. Il faut parler à l'Afrique réelle, non pas aux dictateurs et aux fils des dictateurs.

Source: Rfi

PUTSCH GABON

Portrait du nouvel homme fort du pays, le général Brice Oligui Nguema

A la tête d'un groupe de militaires, le chef de la garde républicaine et patron des services de renseignements au Gabon, le général Brice Oligui Nguéma, a pris le pouvoir dans ce pays d'Afrique centrale. Son portrait sans complaisance est dressé par MondoAfrique.

Au Gabon, Brice Clothaire Oligui Nguema est un homme puissant, très puissant. Actuel commandant en chef depuis deux ans de la Garde Républicaine – la célèbre « GR » qui est la garde prétorienne du président Ali Bongo –, ce militaire a su s'imposer comme la clé de voûte de l'appareil sécuritaire du régime et plus encore.

Aide de camp

Fils d'un Officier Général gabonais, Brice Clothaire Oligui Nguema choisit lui aussi le métier des armes très tôt en intégrant l'actuelle Garde Républicaine du Gabon. Formé à l'académie royale militaire de Meknès au Maroc et ayant suivi le stage commando du Centre d'entraînement commando en forêt équatoriale du Gabon, Brice Clothaire Oligui Nguema est vite remarqué par la hiérarchie militaire de la garde prétorienne et devient l'un des aides de camp d'Omar Bongo et le restera jusqu'à sa disparition en juin 2009.

Maître-espion

À l'arrivée d'Ali Bongo au pouvoir, Brice Clothaire Oligui Nguema est envoyé en diplomatie pendant une dizaine d'années. Ainsi, il est attaché militaire à l'ambassade du Gabon au Maroc puis au Sénégal et selon certaines sources, il le vit comme un exil.

Un an après l'Accident Vasculaire Cérébral (AVC) d'Ali Bongo survenu à Ryad en Arabie Saoudite en octobre 2018, le colonel Brice Clothaire Oligui Nguema est rappelé au Gabon où il remplace un autre colonel – Frédéric Bongo – à la tête du service de renseignement de la Garde Républicaine : la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS).

À la tête de la « G.R. »

Six mois après, Brice

Clothaire Oligui Nguema est encore promu, mais cette fois-ci à la tête de la Garde Républicaine où il remplace le général Grégoire Kouna. À la tête de la « G.R. », il impulse des réformes en vue de la rendre plus efficace dans sa mission fondamentale : le maintien du régime.

Pour cela, il renforce le dispositif de protection d'Ali Bongo, mais sa réforme la plus marquante est sans doute le développement de la Section des Interventions Spéciales (S.I.S – une unité spéciale placée sous l'autorité directe d'Ali Bongo, ndlr.) qu'il fait passer d'une trentaine à plus de 300 éléments (avec près de 100 tireurs de précision !), qu'il dote d'équipements de pointe et dont il compose même le chant ! Un chant qui dit entre autres : « Je défendrai mon président avec honneur et fidélité », tout un programme !

Propriétaire millionnaire!

Mais Brice Clothaire Oligui Nguema est aussi dans les « affaires ». Ainsi, il dispose de plusieurs propriétés aux États Unis d'Amérique d'une valeur de plus d'un million de dollars selon une enquête de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) de 2020. En 2018, par exemple, il a acheté – en cash ! – une propriété à Silver Spring dans le Maryland à 447. 000 dollars !

À l'approche des élections présidentielles au Gabon, Brice Clothaire Oligui Nguema avait la charge de consolider le pouvoir d'Ali Bongo pour préparer l'avènement de son fils. Du moins officiellement

Apparemment cet officier supérieur a failli dans sa mission. À moins qu'il n'ait retourné la veste et participé au coup d'état auquel on a

assisté dans la nuit de mardi à mercredi.

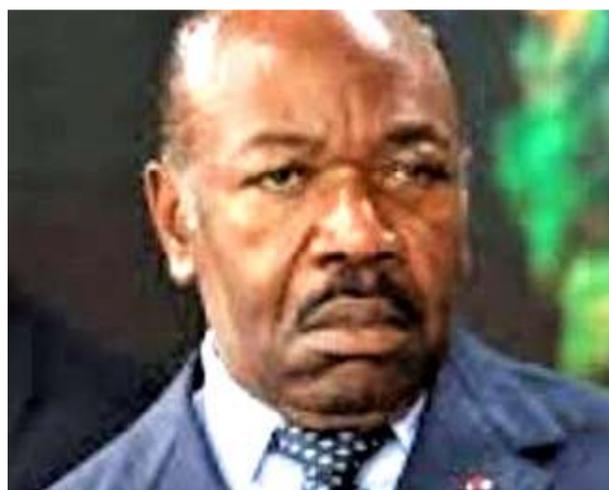
Comme l'annonce de la destitution d'Ali Bongo a eu lieu dans la cour même du Palais présidentiel, une forteresse protégée justement par la garde républicaine, on peut penser que le deuxième scénario est le plus plausible. On devrait reparler du général Oligui Nguema dans les heures et les jours qui viennent.

(Source : Mondo Afrique)



Putsch au gabon

L'appel pathétique du président déchu Ali Bongo



Le président déchu Ali Bongo, l'air hagard et perdu, est apparu dans une vidéo où il appelle à l'aide, confirme son « arrestation » (Ndlr : les militaires ont dit qu'il est en « résidence surveillée »), sa séparation avec son fils et sa femme et demande d'informer le monde autour de cette histoire de coup d'état.

Visiblement l'homme fort du Gabon ne s'attendait pas à subir un pareil sort. La vidéo... le dans le site : <https://www.lindependant.org/putsch-au-gabon-lappel-pathetique-du-president-dechu-ali-bongo/>

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

Billet

Une ménagère de Conakry éclate de colère : « je serais membre du gouvernement, j'aurais demandé de raser Bambeto et Cosa qui sont le quartier général des loubards de la capitale, on ne peut pas circuler librement à cause d'eux. » Comprenons que ceux et celles qui pensent ainsi ne savent pas que c'est la mal gouvernance qui crée et entretient ces ghettos de la violence.

Walaoulou BILIVOGUI

Devoir de Tenue

Le ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation adopte l'attire traditionnelle...



Dans un geste symbolique chargé de patriotisme, le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPU-A) a pris une mesure marquante lors de son conseil hebdomadaire tenu ce lundi 28 août 2023. Sous la direction éclairée de Guillaume HAWING, Ministre de ce ressort, une décision capitale a été prise en vue de célébrer le deuxième anniversaire du Comité National pour le Redressement Démocratique (CNRD).

Sous la houlette du charismatique Ministre HAWING, la réunion s'est révélée être le lieu où l'Histoire moderne de la nation a été façonnée. Le rideau se lève sur une manifestation de fierté nationale, où le MEPU-A a opté pour l'uniforme traditionnel « BAKHA » comme tenue imposée pour tous les cadres du niveau central. Une décision audacieuse, qui sera mise en pratique le mardi 5 septembre 2023.

L'attire traditionnelle, teintée de nuances « BAKHA », sera rehaussée par le branding national ainsi que par le symbole évocateur « l'an 02 du CNRD ». Une symphonie de couleurs et de symboles qui incarne l'unité et la direction que le pays a empruntée depuis deux ans sous l'égide du CNRD. Cet uniforme cérémonial servira de toile de fond à une célébration qui promet d'être mémorable.

Le moment culminant de cette cérémonie aura lieu avec la montée des couleurs, un acte solennel empreint de signification. Les cadres du MEPU-A, revêtus de leur tenue traditionnelle, se rassembleront pour saluer le drapeau national qui flottera fièrement, tout comme le pays lui-même a su s'élever au cours de ces deux années de renouveau.

Suite à ce moment empreint d'émotion et de symboles, des exposés captivants seront délivrés. Ils mettront en lumière les réalisations accomplies, les défis surmontés et les horizons qui s'ouvrent devant le département. Une réflexion approfondie sur les acquis et les perspectives du MEPU-

A marquera cette journée historique.

Dans une déclaration élogieuse, le Ministre HAWING a exprimé son enthousiasme quant à cette initiative. Il a affirmé : « Cette tenue traditionnelle unifiée symbolise non seulement notre engagement envers nos racines culturelles, mais aussi notre engagement envers le progrès continu de notre nation. Cette célébration de l'an 02 du CNRD est une étape marquante sur notre parcours collectif, et elle sera honorée avec le respect et la dignité qu'elle mérite. »

Le MEPU-A, sous la direction inspirée du Ministre HAWING, inscrit ainsi son nom dans les annales de la célébration nationale. La fusion du symbolisme culturel et de l'engagement envers le développement futur fait de cette cérémonie une occasion d'unité, de réflexion et de célébration. Une chose est certaine : le 5 septembre 2023 restera gravé dans les mémoires comme un jour où les traditions ont rencontré la modernité, et où la nation s'est tenue côte à côte pour célébrer ses réalisations et envisager l'avenir avec espoir.

Abdoulaye Yansané

Russie

Les funérailles du patron de Wagner Evguéni Prigojine se sont tenues à Saint-Petersbourg

Les obsèques d'Evguéni Prigojine, le chef du groupe paramilitaire russe Wagner tué dans un crash d'avion, se sont tenues en privé, dans un cimetière de Saint-Petersbourg. « Les personnes souhaitant faire leurs adieux peuvent se rendre au cimetière de Porokhovskoïé », a indiqué sa société. Evguéni

Prigojine a finalement été enterré ce mardi 29 août dans l'intimité à Saint-Petersbourg. C'est un message du service de presse de sa société Concord qui a finalement rompu le silence.

« L'adieu à Evguéni Viktorovitch s'est déroulé en privé. Les personnes souhaitant faire leurs adieux peuvent se rendre au cime-

tière de Porokhovskoïé », a indiqué sa société, Concord, sur Telegram. Jusqu'au bout, le flou a demeuré sur le lieu des obsèques, ainsi que sur leurs modalités. Adieux privés, publiques, militaires ? Le Kremlin avait annoncé plus tôt dans la journée que le président Vladimir Poutine ne prévoyait pas de s'y rendre.

Le patron du groupe paramilitaire Wagner est décédé mercredi 23 août dans le crash de son avion, deux mois après sa mutinerie avortée. Il s'agit du premier message de Concord depuis la rébellion avortée de Wagner contre l'état-major russe fin juin, qui avait fait d'Evguéni Prigojine l'ennemi du pouvoir.

Cap sur l'Avenir

Guinée adopte un plan budgétaire ambitieux 2024-2026 pour la croissance et le développement

Ce lundi marquant la date du 28 août 2023 a été le théâtre d'une session plénière d'importance capitale au sein du Conseil National de la Transition (CNT). En effet, lors de cette réunion sous la présidence éminente du Dr. Dansa Kourouma, Président du Comité National de la Transition (CNRD), les membres éminents du CNRD, les membres du gouvernement, les édiles municipaux, ainsi qu'une cohorte de représentants du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers se sont mobilisés. L'objet de cette assemblée exceptionnelle était l'adoption du tant attendu **Document de Programmation du Budget Pluriannuel 2024-2026.

Le processus de débat d'orientation budgétaire (DOB) tient une place prépondérante dans le dispositif gouvernemental, permettant l'implication directe du parlement dans la définition des axes maîtres de la politique budgétaire et monétaire à moyen terme. Cette démarche revêt une importance cruciale pour assurer la limpidité et la participation des partenaires économiques et sociaux dans la gestion drastique des deniers publics.

Les éléments saillants de

ce cadre budgétaire quadriennal s'égrènent ainsi :

- Une croissance soutenue de l'économie, projetée à 5,8% pour 2024, enchaînant avec 6,2% pour 2025 et culminant à 7,4% pour 2026.

- Une inflation maîtrisée, se stabilisant respectivement à 5,9% en 2024, 7,1% en 2025 et 8,0% en 2026.

- L'investissement massif dans le secteur de l'éducation, avec une augmentation substantielle du budget alloué, passant de 12,2% en 2024 à 12,5% en 2025, pour finalement atteindre 13,0% en 2026.

- Une amélioration notable de l'infrastructure routière, avec un budget prévisionnel de 805,7 milliards GNF pour 2024, et une évolution ascendante jusqu'à 889,799,9 milliards GNF en 2026.

Ces projections témoignent d'une vision ambitieuse du développement économique et social de la Guinée pour les années à venir. L'adoption de ce Document de Programmation du Budget Pluriannuel 2024-2026 marque ainsi un jalon majeur dans la trajectoire budgétaire du pays, renforçant la transparence et l'engagement envers une gestion financière rigoureuse et éclairée.

Saliou Keita

Education

Mory Condé entraîne la Guinée vers une issue probable dans la lutte pour les arriérés des enseignants



Dans un ballet persistant de gouvernements qui ont défilé aux rênes de l'État guinéen ces dernières années, la question lancinante du paiement des arriérés de salaires des enseignants contractuels semble être devenue une épine douloureuse. Alors que les tentatives précédentes pour résoudre cette problématique ont toutes échoué, le présent gouvernement n'a pas échappé à ce douloureux constat. Néanmoins, une lueur d'espoir apparaît à l'horizon sous la forme du ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Mory Condé, qui prétend détenir la formule tant attendue pour résoudre ce dilemme épineux.

« Pour mettre un point final à cette question épineuse, nous avons mis en place une commission mixte regroupant l'Inspection générale des finances, les syndicats de l'éducation, ainsi que les ministères de l'Éducation et de l'Administration du territoire. Ensemble, nous nous sommes aventurés sur le terrain afin de procéder aux paiements », a affirmé

avec détermination Mory Condé, le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation.

Cependant, les premières incursions sur le terrain ont révélé une réalité complexe, avec des chiffres apparemment surgonflés par certains membres éminents de l'Administration du territoire et de l'éducation. « Il s'est avéré que les effectifs comptabilisaient bien plus que les 37 000 enseignants initialement prévus à l'intérieur du pays, alors que le besoin réel était estimé à 18 000 enseignants. Une situation inadmissible », a déclaré le ministre Condé avec une pointe de frustration dans sa voix.

Le ministre a néanmoins présenté une démarche de résolution qui pourrait apporter un soulagement temporaire aux enseignants en détresse. « Dans le but de permettre aux enseignants de reprendre leurs fonctions, j'ai personnellement sollicité l'élaboration d'un arrêté conjoint avec le ministre du Budget et celui des Finances. Cet

arrêté vise à autoriser l'Agence nationale de financement des collectivités (ANAFIC) à débloquer les fonds nécessaires pour verser les salaires en souffrance sur deux mois. Cependant, il est important de noter que les fonds destinés à deux mois de salaires, validés par le conseil des ministres, ont finalement été utilisés pour couvrir seulement un mois de rémunération pour les enseignants contractuels, compte tenu de leur nombre réel, soit 18 000 », explique-t-il.

Poursuivant sur cette lancée, le ministre Condé insiste sur la nécessité de mener cette bataille sur le terrain plutôt qu'au sein des confortables bureaux climatisés. « Il est crucial de comprendre que la résolution du problème des enseignants contractuels ne peut être obtenue derrière un bureau. La commission poursuivra son travail une fois les vacances terminées. Elle se rendra sur le terrain dans les différentes localités afin d'évaluer le déficit en enseignants et d'établir un décompte précis des contractuels nécessaires. Une fois que ce nombre sera déterminé, les arriérés pourront être apurés sans délai, les municipalités étant en mesure d'opérer les paiements nécessaires », a-t-il conclu avec une note d'optimisme dans sa voix.

Abdoul Chaolis Diallo

Cellou Dalein Diallo à la REF 2023

Engagements et échanges cruciaux pour l'avenir de la Guinée et de l'Afrique



En réponse à l'invitation émanant du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), Cellou Dalein Diallo, président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) en exil, s'est activement impliqué les 28 et 29 août 2023 lors de la cinquième itération de la Rencontre des Entreprises de France (La REF). Cet événement majeur a rassemblé une multitude de personnalités françaises et internationales, donnant naissance à des débats cruciaux.

Parmi les participants distingués figuraient Elisabeth Borne, la Première ministre, Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, ainsi que Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux. L'assemblée comptait également des figures éminentes telles que Geoffroy Roux de Bézieux, Président de l'Alliance des Patronats Francophones, Patrick Martin, Président du MEDEF, l'économiste renommé Jacques Attali, et bien d'autres.

Au cœur de cet événement, des thèmes cruciaux ayant un impact mondial ont été rigoureusement explorés par des experts éminents. La sécurité, le fléau du chômage, les enjeux du changement climatique et les préoccupations grandissantes concernant l'inflation ont été minutieusement examinés. L'ancien Premier ministre guinéen, Cellou

Dalein Diallo, s'est réjoui des discussions enrichissantes portant sur les défis pressants auxquels la France, l'Europe et le monde font face.

L'opportunité a également été saisie par le leader politique guinéen pour interagir avec une multitude de participants, issus tant du monde des affaires que de la sphère politique. Dans un post diffusé sur sa page Facebook, Cellou Dalein Diallo a souligné sa participation à un cocktail organisé par l'Alliance des Patronats Francophones, dirigée par Geoffroy Roux de Bézieux. Cet événement a rassemblé des personnalités de premier plan, notamment Chrysoula Zacharopoulou, Bruno Fuchs, Délégué général de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, ainsi que Patrick Martin, Président du MEDEF, accompagnés de délégations issues d'organisations patronales de nations francophones.

Au cœur des débats figuraient des sujets brûlants qui captivent le continent africain. Les discussions ont porté sur des questions aussi diverses que le climat des affaires, la stabilité politique et les Investissements Directs Étrangers (IDE) dans les nations africaines. Cellou Dalein Diallo, résidant à l'étranger depuis plusieurs mois, est en attente de son retour dans son pays natal en vue de préparer les échéances électorales à venir, une nouvelle continuellement annoncée par ses partisans.

Algassimou L Diallo

Libération en Angola

Des Guinéens « sans-papiers » retrouvent la liberté suite à une diplomatie active

Un vent d'espoir souffle sur la situation des ressortissants guinéens en Angola, qui se sont retrouvés en détention en tant que « sans-papiers ». Cette affaire délicate, scrutée de près par les autorités de Conakry, semble prendre un tournant favorable grâce aux efforts conjoints de l'ambassade de Guinée à Luanda et du conseil des Guinéens de l'Angola.

Sous la houlette du Ministre guinéen des affaires étrangères, les négociations diplomatiques sont en cours pour résoudre cette épineuse question. « C'est une affaire qui est surveillée comme le lait sur le feu », déclare avec conviction Mamadou Saïtiou Barry, le Directeur général des Guinéens Établis à l'étranger. Il a confirmé que le Ministre des affaires étrangères a immédiatement entamé des pourparlers avec les autorités angolaises dès le début de la situation. La mission diplomatique guinéenne et le conseil des Guinéens de l'Angola ont été activés pour entrer en contact avec les

autorités locales et travailler à une résolution pacifique.

La première étape tangible de cette action diplomatique a été observée hier, le 28 août 2023. Un groupe initial de ressortissants guinéens, qui étaient en détention, a été libéré à la suite d'une réunion tenue entre les parties concernées. Les Guinéens détenus se sont d'abord rassemblés à l'ambassade avant de poursuivre les négociations avec les autorités angolaises en charge de la migration. Mamadou Saïtiou Barry a souligné que cet événement marquait le début du processus de libération et que les efforts se poursuivraient

pour assurer la libération de tous les compatriotes encore en détention.

Cependant, le Directeur Général a noté que malgré les avancées, la situation reste préoccupante pour certains Guinéens. « L'ambassade et le conseil des Guinéens d'Angola sont toujours actifs sur le terrain. Néanmoins, jusqu'à présent, aucune nouvelle arrestation n'a été signalée ces deux derniers jours. Lors de leurs déplacements, les représentants diplomatiques ont constaté que quelques concitoyens guinéens demeuraient en détention, attendant toujours une résolution à leur situation », a-t-il dé-



claré.

Alors que la diplomatie continue de s'activer pour garantir la libération de tous les ressortissants guinéens en détention, l'histoire évolutive de cette affaire démontre la puissance des efforts

concertés entre les gouvernements et les groupes de la société civile pour protéger les droits et la sécurité des citoyens, même lorsque les défis semblent insurmontables.

Abdoul Chaolis avec Africaguinee

Élever le Leadership

Cultiver la grandeur pour une réalisation extraordinaire. (Par Aliou BAH,

Président du MoDeL)

La grandeur est un état d'esprit. Lorsqu'un peuple ne s'intéresse qu'à ce qui lui fait rigoler, il se condamne dans l'égalité et la manipulation. Cela n'arrive que dans les sociétés où il y a inversion des valeurs.

Le défi d'une vie ne doit pas se réduire à trouver un emploi, un salaire, de la nourriture, une maison, une voiture etc. Plutôt quel héritage à laisser aux siens et quelle contribution à l'humanité. Bref, qu'est ce qui sera retenu de nous à part avoir satisfait des besoins ordinaires de la vie ? Se poser les bonnes questions permet d'avoir les réponses qui poussent vers la grandeur.

En général, là où nous mettons nos ambitions, Dieu y limite son assistance. Decider de passer quotidiennement 3 heures dans un lieu de culte à prier, il

donne plus de motivation pour la prière. Mais il se trouve que la religion elle-même ne t'impose qu'une fréquence des prières de sorte que cela ne gêne nullement les activités.

Cela voudrait dire que Dieu donne l'opportunité de faire d'autres choses qui sont aussi importantes. Donc le choix de la gestion du temps et de l'énergie relève de la responsabilité personnelle selon les priorités de chacun.

Si l'on décide d'accorder plus de temps et d'intelligence au travail, cela per-

met d'augmenter les opportunités de réussite. Autant si on décide de vivre par le regard des autres à travers les divertissements des réseaux sociaux, on enrichi les créateurs des applications en étant satisfaits d'une vie virtuelle, donc faite d'illusions.

Comment les Hommes peuvent-ils avoir la même constitution biologique, et certains limitent leurs ambitions comme s'il leur est interdit de rêver, s'organiser et agir pour réussir ?

Aliou BAH



Perturbations de Guineematin.com La HAC écrit à l'ARPT

La Haute Autorité de la Communication (HAC) a adressé une correspondance à l'Agence de régulation des postes et télécommunications (ARPT) pour l'informer d'une plainte déposée par l'Association guinéenne de la presse en ligne (AGUIPEL) lié aux perturbations enregistrées ces derniers jours par le site web d'information Guineematin.com.

Le fondateur du site a indiqué clairement que les perturbations n'étaient dues ni à une opération de piratage extérieur, ni à un problème technique interne, le site étant accessible à l'extérieur ou en téléchargeant une application VPN pour le consulter sur le territoire national. Voir lettre ci-dessous.

Lire la lettre en PDF dans le site : <https://www.lindependant.org>



Grande Marche des Forces Vives de Guinée le 5 septembre

Itinéraire révélé !

Les tambours de la démocratie résonneront le 5 septembre prochain alors que les Forces Vives de Guinée (FVG) annoncent une marche historique pour revendiquer le retour à l'ordre constitutionnel. L'itinéraire de cette manifestation emblématique a été dévoilé, promettant une journée chargée en émotions et en détermination.

Le point de départ stratégique de cette mobilisation sans précédent sera le rond-point de la Tannerie, à Conakry. Dès les premières

dont **Yimbaya, Aéroport Gbèssia, Kondebougny, Bonfi, la carrière Kenien, Madina, Pharma Guinée, Dixinn**, pour enfin converger vers l'esplanade tant attendue du stade du 28 septembre.

Les Forces Vives de Guinée insistent sur l'importance d'observer scrupuleusement les directives du guide du manifestant. Dans leur appel à la démocratie, ils soulignent la nécessité d'une manifestation pacifique, empreinte de civisme et de responsabilité. Les citoyens qui partagent leur passion pour la démocratie sont encouragés à se joindre à cette cause et à participer activement à la mobilisation.

Cette manifestation transcende les clivages pour réunir tous les Guinéens épris de justice, de paix et de démocratie. Elle vise à mettre fin à ce que les FVG dénoncent comme une gestion autoritaire, unilatérale et arrogante de la transition par le CNRD. De plus, elle se dresse contre la course effrénée à l'enrichissement illicite des dirigeants au détriment des populations.

Les FVG affirment que, compte tenu de l'évolution de la situation, des consignes précises seront communiquées pour garantir une coordination optimale des actions dans tout le Grand Conakry. Le message est clair : l'unité et la solidarité prévaudront, et ensemble, ils triompheront.

Selon le comité d'organisation : le 5 septembre 2023, Conakry sera le théâtre d'une mobilisation historique. Les rues s'animeront de la voix du peuple, réclamant le retour à l'ordre constitutionnel et défiant avec courage les enjeux actuels. Les Forces Vives de Guinée ont parlé - maintenant, c'est au tour des citoyens de répondre à l'appel et de faire entendre leur cri pour la démocratie.

Bonnadjèdjè



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail - Justice - Solidarité



HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION

Conakry, le 29 août 2023

/Réf. 085/HAC/P/2023

/Réf.

Le Président

A

Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Postes et Télécommunication (ARPT)

-CONAKRY-

Objet : Information sur une plainte contre X pour interruption des services sur internet du site

Guineematin.com en Guinée depuis treize jours

Monsieur le Directeur Général,

J'ai été saisi d'une plainte de l'AGUIPEL qui suite à une réunion de son bureau exécutif a décidé de porter plainte contre X pour la cause citée en objet au bénéfice de Guineematin.com, membre de leur Association.

Selon eux, « leurs enquêtes ont abouti à la conclusion que le site est accessible à l'étranger et en Guinée sur VPN, mais inaccessible en Guinée notamment sur les ordinateurs ».

Rassuré des compétences de vos services en la matière, je vous saurai gré des dispositions que vous ferez prendre dans le but d'aider la HAC à trouver une solution idoine à cette situation.

Dans l'attente d'une suite favorable, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en mon esprit de franche et bonne collaboration.

Ci-joint : La copie



Boubacar Yacine DIALLO

Guinée

Santé... Santé... Santé...

Symptômes, traitement, crise d'asthme

Qu'est-ce que l'asthme ?

«L'asthme est une maladie inflammatoire des voies aériennes qui rend les bronches hyper-réactives aux facteurs environnementaux», définit le Pr Chantal Raheison-Semjen, pneumologue (CHU Pointe-à-Pitre) et ex-présidente de la Société de Pneumologie de Langue Française (SPLF). «Il est plus juste de parler des asthmes. On distingue aujourd'hui plusieurs profils d'asthme : un asthme allergique, un asthme non allergique qui se développe de plus en plus chez les adultes», précise le médecin. L'asthme touche 3,5 millions de Français et est responsable de près de 1 000 personnes par an en France dont un adolescent toutes les 3 à 4 semaines. Parmi les asthmatiques, 65 000 Français souffriraient d'asthme sévère réfractaire.

Quelles sont les causes ?

«Dans la moitié des cas d'asthme, il existe une prédisposition génétique à développer un asthme», explique le Pr Raheison-Semjen. On parle d'atopie : la personne qui a ce terrain familial va développer un eczéma, une rhinite allergique ou un asthme. «De plus en plus souvent l'asthme apparaît à l'âge adulte sans terrain familial. Ces personnes ont été exposées à des facteurs professionnels ou environnementaux», informe le médecin.

Quels sont les facteurs qui déclenchent les symptômes de l'asthme ?

Les facteurs qui déclenchent les crises d'asthme sont très nombreux.

Il peut s'agir de facteurs infectieux (infections virales comme la Covid, la grippe, la bronchiolite, infections bactériennes comme une pneumonie ou infections liées à des moisissures),

de facteurs environnementaux présents dans l'air intérieur (allergènes comme des acariens, poils de chat, de chien...) et l'air extérieur (dioxyde d'azote, pesticides...),

de facteurs irritants qui créent une inflammation des bronches par un mécanisme d'irritation (composés organiques volatiles-COV- dégagés par des meubles neufs par exemple, particules fines dégagées par des bougies parfumées, des parfums d'ambiance...).

Il existe aussi des circonstances qui peuvent en-

traîner le développement d'une crise d'asthme comme l'exercice physique (l'asthme est induit par l'exercice physique). «Chaque asthmatique a ses propres facteurs déclenchants», informe le Pr Raheison-Semjen.

Comment se manifeste l'asthme ? Quels symptômes ?

Les signes qui peuvent faire évoquer un asthme sont :

un essoufflement qui apparaît de façon progressive au repos ou lors d'un effort physique,

une toux sèche avec des quintes de toux, toux qui est déclenchée par des facteurs environnementaux ou qui réveille la nuit.

Une crise d'asthme se signale par une oppression thoracique et des sifflements respiratoires qui sont liés aux bronches resserrées.

Comment reconnaître une toux asthmatique ?

Une toux évocatrice d'asthme est une toux sèche, quinteuse. Elle survient souvent en fin de nuit ou lors d'un effort physique. Cette toux sèche peut d'accompagner d'un essoufflement.

Est-ce que l'asthme fatigue ?

Un asthme non contrôlé, qui donne toujours des symptômes car aucun traitement n'est mis en place ou le traitement est mal adapté, peut fatiguer. «Les bronches de la personne asthmatique dont l'asthme n'est pas contrôlé sont coincées, elle est donc essoufflée. Cette fatigue traduit cet essoufflement



lors des activités quotidiennes», explique la pneumologue.

Comment se fait le diagnostic de l'asthme ? Qui consulter ?

Si vous présentez des signes d'asthme, il faut consulter le médecin traitant qui prescrit un traitement pour calmer les symptômes et un traitement. «Dans les 3 mois qui suivent, il est important que le patient voit un pneumologue qui va faire une mesure du souffle (spirométrie) pour adapter le traitement», recommande le Pr Raheison-Semjen. Le pneumologue va également faire un bilan complémentaire, notamment allergologique, afin d'identifier des facteurs favorisant l'asthme. Peuvent être prescrits : un bilan biologique

(prise de sang), un scanner thoracique.

Comment se traite l'asthme et quel suivi médical ?

Le suivi de l'asthme se fait de façon conjointe entre le médecin traitant et le pneumologue. Des explorations fonctionnelles respiratoires sont réalisées par le pneumologue au moins une fois par an. Deux traitements sont complémentaires dans la prise en charge de l'asthme : le traitement de la crise et le traitement de fond.

Le traitement de la crise repose sur des bronchodilatateurs d'action rapide (inhalateur) qui ouvrent rapidement les bronches.

Le traitement de fond, à

base de corticoïdes inhalés le plus souvent, est nécessaire lorsque la personne doit utiliser plus de 2 fois par mois le traitement de la crise.

«Le traitement de fond qui se prend une ou deux fois par jour a pour objectif de diminuer l'inflammation des bronches. Il faut le prendre pendant au moins 10 jours pour qu'ils soit efficace et 3 mois voire plus pour ne plus avoir de symptômes», informe la pneumologue. Ce traitement de fond doit être pris chaque jour afin de ne plus faire de crise d'asthme. L'association de ces deux traitements permet d'avoir un asthme contrôlé (c'est-à-dire peu de gêne ni de

symptômes au quotidien, pendant une durée de 4 semaines et pas besoin de l'inhalateur de crise plus de 2 fois par semaine).

Les asthmes sévères réfractaires sont traités avec des biothérapies.

Comment utiliser un débitmètre de pointe ?

Un débitmètre de pointe ou Peak Flow® est un outil de mesure du souffle extrêmement utile pour la personne asthmatique qui n'est malheureusement pas assez prescrit en France. Il permet de mesurer la vitesse maximale du souffle (débit expiratoire de pointe ou DEP) et donc le degré d'obstruction des bronches. «Chaque personne a ses propres va-

(A suivre)

L'évolution des essais Nucléaires

Pourquoi la fin des essais nucléaires n'empêche pas la prolifération des armes atomiques

Alors que ce 29 août marque la Journée internationale contre les essais nucléaires, le nombre d'armes atomiques dans le monde a augmenté en 2022, une tendance qui se confirme depuis 2017. Les essais nucléaires ont pourtant été abandonnés par la plupart des puissances nucléaires qui ont cependant trouvé d'autres moyens de tester et développer leurs arsenaux.

Il est entré dans l'histoire le 16 juillet 1945. Au petit matin, l'espace d'un instant, l'essai **Trinity** a déclenché le feu nucléaire sur un coin de terre du Nouveau-Mexique dans ce qui resterait comme le premier essai d'une bombe atomique. Moins d'un mois plus tard, les États-Unis lâchaient le même type de bombe sur Hiroshima, puis sur Nagasaki pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale au prix de plus de 200 000 morts.

Le bombardement de Nagasaki fut ainsi la deuxième et la dernière fois qu'un pays utilisa une bombe atomique en temps de guerre, mais il fut cependant bien loin de marquer la dernière explosion nucléaire que la planète ait connue. Entre l'essai Trinity effectué par **Robert Oppenheimer** et ses équipes et aujourd'hui, les puissances nucléaires ont procédé à plus de 2 000 essais atomiques, que ce soit dans l'atmosphère, dans l'eau ou sous terre. La palme de l'assiduité revient aux États-Unis avec 1 125 essais nucléaires, contre 720 pour la Russie et 210 pour la France.

Le coup d'arrêt aux essais nucléaires

Face aux risques que ces essais présentent pour l'environnement, un premier Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires entre en vigueur en 1963. Ratifié par les États-Unis, la Russie et le Royaume-Uni, il interdit les essais atmosphériques, subaquatiques et dans l'espace. Il est complété en 1996 par le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), ratifié notamment par la France, le Royaume-Uni et la Russie, mais pas par les autres puissances nucléaires que sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord.

Faute d'un nombre suffisant de signataires, le TICE n'est toujours pas entré en



vigueur, il n'y a donc rien d'illégal pour un pays à effectuer des essais nucléaires souterrains, mais dans les faits, l'existence du texte a mis un coup d'arrêt à ces essais. Les nombreuses critiques et inquiétudes sanitaires qu'ils suscitent y ont également largement contribué. En France les 193 essais qui se sont déroulés en Polynésie, sur les atolls de Mururoa et Fangataufa, entre 1966 et 1996, **ont été catastrophiques pour la santé des habitants de l'archipel du Pacifique**, qui réclament toujours réparation devant la justice. Ainsi, au XXI^e siècle, la Corée du Nord a été le seul pays du monde à tester ses bombes nucléaires.

Pour autant, si la grande majorité des puissances nucléaires ne conduisent plus d'essais, cela ne signifie pas qu'elles ne continuent pas à développer ou à renouveler leur arsenal. En 2022, le stock d'ogives nucléaires mondial est reparti à la hausse. La faute notamment à la Chine qui a fait passer son stock de 350 à 410 têtes nucléaires dans l'objectif d'atteindre, sur le long terme, la parité numérique avec les États-Unis et la Russie (certaines estimations parlent de 1000 ogives d'ici 2030). Dans une moindre mesure, l'Inde, la Corée du Nord et le Pakistan ont aussi augmenté leur nombre d'ogives opérationnelles, quand les autres puissances ont

maintenu leurs volumes.

Des tests en laboratoire

« Ne plus pouvoir conduire d'essai, cela limite un petit peu votre progrès technologique, mais vous pouvez tout à fait développer votre arsenal nucléaire et produire de nouvelles têtes de plus en plus efficaces sans y recourir, explique Héroïse Fayet, chercheuse au Centre de sécurité de l'Ifri et spécialiste des questions nucléaires. C'est ce que fait la France : elle ne développe pas son arsenal en termes de quantité, mais plutôt de qualité, en fabriquant des têtes nucléaires de plus en plus sophistiquées et précises, et cela, même si elle a signé et ratifié le TICE. »

Car pour s'assurer de l'efficacité de leur arsenal, les puissances nucléaires se basent désormais sur des simulations effectuées en laboratoire. À l'aide de calculs mathématiques et physiques, des scientifiques simulent des tirs d'armes nucléaires à petite échelle. « En France, le Laser mégajoule, près de Bordeaux, contribue à ces simulations d'essais. Certaines composantes de l'arme nucléaire sont chauffées à l'aide de lasers pour voir comment elles réagiraient dans le contexte d'une explosion nucléaire. Et c'est en accumulant toutes ces données que l'on récupère grâce à ces essais mathé-

matiques et physiques que le **Commissariat à l'énergie atomique peut garantir au président de la République que l'arme nucléaire fonctionnera** », détaille Héroïse Fayet. Par ailleurs, rien n'interdit de tester le vecteur, c'est-à-dire le missile qui transporte les ogives nucléaires, comme l'a fait la France en tirant un missile M51 depuis un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) en avril 2023.

Les États-Unis ont été parmi les pionniers de ces nouveaux tests nucléaires en laboratoires. Ils ont notamment investi près de 3,5 milliards de dollars dans le National Ignition Facility, le plus gros laser au monde qui se situe dans le Lawrence Livermore Laboratory en Californie, qui peut recréer les conditions d'une explosion nucléaire. La France dispose aussi de ce type de technologie avec son Laser mégajoule installé au Centre d'étude scientifiques et technique d'Aquitaine près de Bordeaux. Ce type d'équipement n'est d'ailleurs pas utilisé qu'à des fins militaires puisqu'il permet aussi aux scientifiques de contribuer aux recherches sur la **fusion nucléaire** qui pourrait permettre d'obtenir une énergie complètement propre.

L'essai nucléaire, un message politique

Si la fin des essais gran-

deur nature n'a donc pas mis un coup d'arrêt au développement des arsenaux nucléaires, le bénéfice de fin de ces tests pour l'apaisement des relations internationales n'est cependant pas négligeable.

« Quand la Corée du Nord teste une arme nucléaire, c'est un message politique extrêmement fort et potentiellement »escalatoire». L'idée de l'interdiction complète des essais nucléaires, c'est déjà de ralentir le progrès technologique, car il est plus compliqué de développer des armes nucléaires plus précises avec des méthodes de simulation qu'avec des tests nucléaires.

C'est d'ailleurs pour cela que la France a beaucoup hésité avant de signer le TICE », rappelle Héroïse Fayet.

La guerre en Ukraine a cependant bouleversé l'équilibre mondial sur lequel repose la dissuasion nucléaire. La Russie, qui a pourtant signé et ratifié le TICE, menaçait en février 2023 de relancer ses essais nucléaires par la voix de Vladimir Poutine, ce qui porterait un coup très dur au régime de maîtrise des armements et pourrait avoir de sérieuses implications à l'échelle internationale.

« A priori, les États-Unis ne conduiraient pas de nouveaux essais en réponse, car le Department of Energy américain explique chaque année que leur programme de simulation est largement suffisant pour qu'il n'y ait pas besoin de mener des tests supplémentaires, explique Héroïse Fayet.

Mais cela pourrait donner à la Chine l'idée de lancer un nouvel essai souterrain et peut-être que la Corée du Nord se sentirait complètement décomplexée par rapport à ça. C'est pour cette raison que cette menace de test est quelque chose d'extrêmement politique », conclut la chercheuse.

Le retour éclatant de Naby Keïta

Un souffle d'espoir pour le Werder Brême



l'arène du football. Capitaine de l'équipe nationale guinéenne, le Syli National, le retour de Keïta ne pourrait arriver à un meilleur moment pour son club et ses supporters, qui espèrent que son expérience et

son talent contribueront à inverser le cours des événements sur le terrain.

La période de rééducation et de soins semble avoir porté ses fruits, car Naby Keïta est maintenant prêt à fouler à nouveau les pelouses, à apporter son savoir-faire au Werder Brême et à s'imposer comme un élément clé dans la stratégie de l'équipe. Alors que le Werder Brême cherche désespérément à sortir de la série de revers qui a ébranlé son début de saison, la présence de Keïta offre un éclair d'espoir et laisse entrevoir des jours meilleurs pour le club et ses fidèles partisans.

Louda Dia

Dans un dénouement tant attendu, Naby Keïta, le meneur de jeu international guinéen, a fait son retour éclatant sur le terrain d'entraînement collectif aux côtés de ses coéquipiers du Werder Brême en ce début de semaine. Cette apparition marque un tournant significatif dans son rétablissement après une blessure contractée lors d'une séance d'entraînement le 16 juillet dernier, un jour avant un match amical crucial qui aurait dû le voir arborer fièrement les couleurs de son nouveau club allemand.

À 28 ans, le milieu de terrain a enfin retrouvé partiellement son rythme et son

élan au sein du groupe. L'attente autour de sa première prestation sous l'emblème du Werder Brême se fait de plus en plus palpable, d'autant plus que son retour complet est programmé juste après la trêve internationale. Cette réintégration ne peut qu'apporter un souffle nouveau à une équipe qui a enregistré trois défaites consécutives en ce début de saison, deux en Bundesliga et une en Coupe d'Allemagne.

Durant la séance d'entraînement du mardi 29 août, Naby Keïta a participé activement à la première moitié des exercices, signalant ainsi sa résurgence dans

Éliminatoire CAN 2024

Les 23 joueurs du Syli pour la dernière journée sans Naby Keïta

Le sélectionneur guinéen Kaba Diawara a dévoilé ce lundi 28 août 2023 une liste des 23 joueurs pour la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 2024. Au compte de cette sixième et dernière journée, le Syli national se rendra à Lilongwe pour un match sans enjeu majeur à jouer le 9 septembre contre le Malawi. Le Syli étant déjà qualifié, alors que le Malawi est éliminé.

Sur cette liste, on note la présence de deux nouvelles figures à la défense. Ce sont

Madiou Keïta et Mohamed Chérif Camara. Mais on note l'absence du capitaine Naby Keïta, toujours en convalescence depuis une blessure contractée en juillet dernier avec son nouveau club, le Werder de Brême.

Au niveau des gardiens, c'est toujours IBRAHIM KONÉ, ALY KEÏTA et MOUSSA CAMARA qui sont convoqués.

La défense est composée de ISSIAGA SYLLA, MADIOU KÉÏTA, MOUCTAR DIAKHABY SAIDOU SOW, MOHAMED ALI CAMARA,

MOHAMED CHERIF CAMARA, IBRAHIMA DIAKITE et DEMBO SYLLA.

Les milieux de terrain sont AMADOU DIAWARA, IBRAHIMA CISSÉ, MORY KONATÉ, SEYDOUBA CISSÉ, MORIBA KOUROUMA et AGUIBOU CAMARA.

Les attaquants qui ont été retenus par Kaba sont MORGAN GUILAVOGUI-FRANÇOIS KAMANO-YADALY DIABY MORLAYE SYLLA-SERHOU GUIRASSY – MOHAMED BAYO.

Guineenew.org

Mondial 2026 (Q)

La Guinée face à l'Ouganda pour lancer sa campagne

(Calendrier complet)

L'Ouganda et le Botswana sont les deux premiers adversaires de la Guinée aux qualifications de la Coupe du monde 2026. C'est ce qui ressort du calendrier publié ce mardi par la FIFA.

Les éliminatoires de la Coupe du monde 2026 vont débiter en novembre prochain en Afrique. La FIFA a dévoilé ce mardi 29 août le calendrier de cette campagne, qui va s'étendre jusqu'en fin 2025.

Logée dans le groupe G, la Guinée va démarrer par la réception de l'Ouganda, suivie d'un déplacement au Botswana.

Le Syli National va ensuite affronter successivement l'Algérie, le Mozambique et la Somalie au compte de la phase aller de ces qualifications.

Ci-dessous le calendrier complet de la Guinée :

Journées 1 & 2 / 13 au 21 novembre 2023

Guinée – Ouganda

Botswana – Guinée

Journées 3 & 4 / 3 au 11 juin 2024

Algérie – Guinée

Guinée – Mozambique

Journées 5 & 6 / 17 au 25 mars 2025

Guinée – Somalie

Ouganda – Guinée

Journées 7 & 8 / 1 au 9 septembre 2025

Somalie – Guinée

Guinée – Algérie

Journées 9 & 10 / 6 au 14 octobre 2025

Mozambique – Guinée

Guinée – Botswana

Les qualifications de la Coupe du monde 2026 se joueront selon un format de neuf groupes de six équipes.

Les premiers de chaque groupe seront automatiquement qualifiés à la compétition, co-organisée par le Canada, le Mexique et les États-Unis.

Les quatre meilleurs deuxièmes joueront un mini-tournoi, dont le vainqueur disputera les barrages intercontinentaux de la FIFA.

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI